

La transparence des contrats

PCQVP plaide pour un contrôle citoyen plus important des accords passés entre les gouvernements et les compagnies du secteur extractif. La divulgation des accords et des contrats permet aux citoyens de mieux comprendre le cadre dans lequel les revenus sont générés et aux gouvernements de négocier de meilleurs accords pour leurs pays.

- ✓ 2007 : Le Fonds Monétaire International soutient la transparence des contrats comme une bonne pratique dans la gestion des revenus issus des ressources naturelles.
- ✓ 2009 : Le Libéria adopte une législation sur la divulgation des contrats et des licences dans le secteur extractif.

Renforcer le rôle de la société civile

PCQVP se caractérise par son identité de réseau de sociétés civiles réellement global. Ceci lui donne un accès ouvert aux décideurs dans un grand nombre de domaines différents. Notre obligation envers nos membres de garantir la solidité et l'unité de ce réseau dans la mise en œuvre de ses objectifs est promue par le partage régulier d'informations, des meilleures pratiques et des leçons apprises à travers les pays et les régions. Ceci est aussi atteint grâce aux échanges entre collègues qui permettent aux membres de bénéficier des connaissances et des expériences qui existent dans notre réseau.

Ces dernières années ont vu augmenter l'importance du rôle joué par la société civile dans la quête de solutions pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles. Parallèlement, la société civile demande de plus en plus à être informée sur les technicités de ce secteur. PCQVP travaille en collaboration avec des partenaires locaux et internationaux pour organiser des ateliers de formation et des séminaires pour répondre à ces besoins.

L'un des grands avantages de notre réseau est la solidarité qu'il peut apporter aux organisations de la société civile qui travaillent dans des environnements difficiles. Au fil des années, les membres du réseau ont travaillé pour lever les restrictions portées aux militants de la transparence et mobilisé un large soutien pour protéger le rôle de la société civile dans les débats publics et les prises de décisions concernant la gestion des revenus de ressources naturelles.

- ✓ PCQVP a ouvert des espaces aux niveaux global, régional et national pour que la société civile puisse discuter et plaider sur des sujets considérés comme tabous jusqu'à peu.

**Visitez notre
site Internet ou
contactez-nous
pour en savoir plus**



© Oxfam America

**Publiez Ce 
Que Vous Payez**

Tel: +44 (0) 20 7031 1616

Fax: +44 (0) 20 7031 0247

Email: info@publishwhatyoupay.org

www.publishwhatyoupay.org

**Publiez Ce 
Que Vous Payez**

**LA CULTURE DU SECRET DANS LES
SECTEURS DE L'ÉNERGIE ET DES
MINES A FREINÉ LE DÉVELOPPEMENT
DE PAYS RICHES EN RESSOURCES
NATURELLES PARTOUT SUR
LA PLANÈTE**



© Ed Kashi

***Notre réseau international
d'organisations de la société
civile milite pour la transparence
des industries extractives***

Qui sommes-nous?

PCQVP est un réseau international d'organisations de la société civile rassemblées autour d'un appel à ce que les revenus provenant des industries pétrolières, gazières et minières puissent servir de base au développement et à l'amélioration des conditions de vie des citoyens des pays riches en ressources naturelles. PCQVP mène des campagnes citoyennes et développe un plaidoyer auprès des décideurs politiques pour promouvoir la divulgation des informations sur les revenus et les contrats du secteur des industries extractives.

Avec plus de 600 organisations membres à travers le monde, notre réseau est divers. Il est constitué de groupes de défense des droits de l'Homme, de développement, du secteur de l'environnement ainsi que d'organisations à base confessionnelle. Dans plus de 30 pays, nos membres ont uni leurs forces en vue d'une action collective en constituant des coalitions nationales. Les priorités de ces coalitions reflètent leurs propres contextes nationaux et les caractères spécifiques du secteur extractif dans leurs pays respectifs.

"Faire partie d'une coalition internationale nous aide à avoir un impact plus important. Au contact des autres membres de PCQVP dans le monde, nous pouvons à la fois apprendre et partager nos expériences avec des groupes similaires qui travaillent pour la transparence dans le secteur des industries extractives chez eux."

Coalition pour l'Amélioration de la Transparence dans les Industries Extractives, Azerbaïdjan

Le paradoxe de l'abondance

Plus de la moitié des gens les plus pauvres dans le monde vivent dans des pays riches en ressources naturelles, pétrole, gaz et minéraux tels que l'or, le cuivre et les diamants par exemple. L'extraction et l'exportation de ces ressources peuvent créer d'importants revenus publics, mais trop souvent les citoyens ne disposent que de très peu d'informations sur les modalités et le contenu des accords signés entre leurs gouvernements et les compagnies extractives, comme sur les revenus générés par l'extraction de ces ressources. Sans ces informations, les citoyens ne peuvent demander de comptes ni à leurs gouvernements, ni aux compagnies extractives. C'est dans ce type de circonstances que fleurissent la corruption et la mauvaise gestion des revenus qui mènent à une pauvreté accrue, une mauvaise gouvernance et l'échec sur le plan économique. Il est indispensable de lever ce voile du secret pour s'assurer que les richesses issues des ressources naturelles bénéficient au pays tout entier et servent de base pour une croissance inclusive et la réduction de la pauvreté.



© Lou Dematteis

PCQVP appelle à la divulgation :

- des paiements effectués par les compagnies extractives aux gouvernements dans chaque pays dans lequel elles opèrent
- des revenus reçus des secteurs pétroliers, gaziers et miniers par les gouvernements
- des appels d'offre, de l'octroi des licences et des contrats de l'industrie extractive
- d'autres informations essentielles pour comprendre et assurer un suivi des contrats passés entre les compagnies extractives et les gouvernements

"Pour nous, la transparence dans le secteur extractif est d'une importance cruciale. Nous avons besoin de ces informations pour que les finances publiques soient allouées, gérées et utilisées pour le bénéfice de tous les citoyens, et pas seulement de certains privilégiés."

Coalition nationale PCQVP, Papouasie Nouvelle Guinée

Plaidoyer

La réglementation des marchés boursiers

Les entreprises souhaitant vendre leurs actifs sur les marchés boursiers nationaux doivent se conformer aux règles de divulgation définies par le régulateur de chacun de ces marchés. PCQVP milite pour que la réglementation des marchés boursiers exige des entreprises qu'elles publient leurs paiements aux gouvernements. Lorsqu'appliquée aux principales places boursières à travers le monde, telles que New York ou Londres, cette démarche concerne la majorité des principales entreprises multinationales du secteur extractif.

- ✓ Juillet 2010 : Les Etats-Unis adoptent une nouvelle législation s'appliquant à 90% des plus grosses compagnies multinationales du secteur extractif exigeant que les entreprises publient annuellement dans leurs comptes les paiements réalisés auprès de chaque gouvernement.

Les normes comptables internationales

Un nombre croissant de pays se conforme aux normes comptables communes établies par le Bureau des Normes Comptables Internationales (IASB). PCQVP milite pour que ces normes exigent que les entreprises du secteur extractif divulguent tous les paiements faits aux gouvernements – ainsi que d'autres informations essentielles - dans chacun des pays dans lesquels elles opèrent.

- ✓ 2007 : Le Parlement Européen avalise l'appel de PCQVP à de nouvelles normes comptables internationales pour la transparence dans l'industrie extractive.

L'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives

En 2002, la campagne menée par PCQVP a poussé le gouvernement britannique à proposer une démarche volontaire de promotion de la transparence impliquant les gouvernements, le secteur privé et la société civile, l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives. L'ITIE a établi une norme mondiale pour la publication des paiements et revenus concernant l'industrie extractive. Les membres de PCQVP des pays « ITIE » participent aux comités nationaux et suivent la mise en œuvre nationale de l'initiative. Les membres de PCQVP sont aussi représentés au conseil international de l'ITIE qui décide de la politique de l'ITIE, assure la direction stratégique de l'Initiative et s'assure que les règles de l'ITIE et la norme mondiale sont préservés.

- ✓ Plus de trente pays se sont engagés dans l'ITIE – une confirmation que la transparence des revenus est maintenant acceptée et souhaitée comme un principe de bonne gestion des richesses issues des ressources naturelles.